

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
BP 199
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 29/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2022

Contexte et constats

Publié sur 

POLYCHIM Industrie SAS

Port 4810 - 4810 Route d'Artois

59279 LOON-PLAGE

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\
POLYCHIM_Loon_Plage_070.00766\2_INSPECTIONS\2022 05 13 insp GEREP\Polychim_Loon-
Plage_RAPVI_0007000766.odt
Code AIOT : 0007000766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2022 dans l'établissement POLYCHIM Industrie SAS implanté ZIP Mardyck Port 4810 - 4810 Route d'Artois 59279 LOON PLAGE . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale GEREP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYCHIM Industrie SAS
- ZIP Mardyck Port 4810 - 4810 Route d'Artois 59279 LOON PLAGE
- Code AIOT : 0007000766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED MTD

POLYCHIM INDUSTRIE SAS a été autorisé, par arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2010 modifié le 05 février 2021, à exploiter une unité de fabrication et de stockage de polypropylène. Ce site relève du régime de l'autorisation. Il est également visé par la directive IED. Il emploie environ 80 personnes.

POLYCHIM INDUSTRIE SAS produit des granulés de polypropylène : une poudre est d'abord obtenue par réaction sur lit fluidisé dans un réacteur, puis cette poudre est extrudée en granulés avec les additifs correspondant à l'application.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale GEREPE
- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
0	Déclaration GERE / obligation	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe I	/	Sans objet
1	Déclaration GERE / état	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Sans objet
2	Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
3	Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés année précédente	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
4	Déclaration GERE / installations de combustion > 20MW	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe II + article 10.1	/	Sans objet
5	Déclaration GERE / installations d'incinération	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe II + articles 10.1 et 10.3	/	Sans objet
6	Déclaration GERE / Installations consommant plus de 30 t/an de solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	/	Sans objet
7	Déclaration GERE / Installations consommant des solvants	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 10.1	/	Sans objet
8	Déclaration GERE / validité des données dans l'air	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	/	Sans objet
9	Déclaration GERE / émissions accidentelles	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Déclaration GERE / respect des VLE annuelles	Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, articles 3.2.1 et 3.2.2	/	Sans objet
11	Déclaration GERE / évolutions	Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 8.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déclaration GERE est correctement renseignée.

L'autosurveillance des émissions atmosphériques, et notamment celle des émissions fugitives, est réalisée conformément aux prescriptions applicables.

Les émissions totales de COV ne dépassent pas la valeur limite fixée dans l'arrêté d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 0 : Déclaration GERE / obligation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Etablissement concerné par la déclaration au motif de : - soumis à autorisation -ou soumis à enregistrement
Constats : Le site Polychim est un établissement soumis à autorisation au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 1 : Déclaration GERE / état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1.
Constats : La déclaration GERE a été effectuée par l'exploitant et validée le 28/02/2022. La déclaration a été validée par l'inspection le 16/05/2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année ...:</p> <ul style="list-style-type: none"> – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ... – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; <p>Constats : La déclaration de Polychim porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la consommation d'eau (8 760 m³ qui viennent de Versalis – il s'agit d'eau industrielle qui est prélevée dans le canal de Bourbourg) - les rejets d'eau (Al, N, DBO5, DCO, C total, MES, C total, Phénols, titane) - les rejets atmosphériques (COV et poussières) - le quotas de gaz à effet de serre (CO₂) <p>Pour les rejets dans l'eau, les valeurs sont en dessous des seuils de déclaration obligatoire pour tous les polluants.</p> <p>Pour les rejets atmosphériques, le seuil de déclaration obligatoire est dépassé uniquement pour les COV</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés année précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p> <p>Constats : Seuls les COV sont supérieurs au seuil de déclaration. Les COV sont déclarés tous les ans</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclaration GEREPE / installations de combustion > 20MW

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe II + article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Annexe II -Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, le seuil de déclaration des 6 polluants suivants est ramené à 0 : CO ₂ , CH ₄ , N ₂ O, NO _x , SO _x et TSP. Art.10.1 – Données spécifiques concernant : - la description de l'installation - le mode de calcul des émissions
Constats : La société Polychim n'exploite pas d'installation de combustion d'une puissance thermique supérieure à 20 MW au sein de son établissement. Elle n'est donc pas concernée par ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration GEREPE / installations d'incinération

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe II +articles 10.1 et 10.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Annexe II - (**) Pour les installations d'incinération de déchets non dangereux et les installations d'incinération de déchets dangereux, le seuil de déclaration des 16 polluants suivants est fixé à 0 : NO _x , SO _x , As, Cd, Cu, Hg, Ni, Pb, PCDD/F, Hcl, HF, Co, Mn, TI, V. Art. 10.1 – Données spécifiques concernant : - la description de l'installation - le mode de calcul des émissions Art. 10.3 – Informations supplémentaires : le rendement et les quantités de chaleur et d'électricité produites.
Constats : La société Polychim n'exploite pas d'installation d'incinération de déchets sur le site. Elle n'est pas concernée par ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déclaration GEREPE / Installations consommant plus de 30 t/an de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions de COV)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : La société Polychim ne consomme pas de solvants sur le site. Elle n'est pas concernée par ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déclaration GEREPE / Installations consommant des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions de COV)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Données spécifiques pour les installations : - consommant plus de 30 t/an de solvants - utilisant ou émettant des COV H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou halogénées H341 ou H351
Constats : La société Polychim ne consomme pas de solvants sur le site. Les COV qui sont émis (principalement par les émissions fugitives) sont uniquement du propylène, du propane et des peroxydes de type C ou D (pas de COV H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou halogénées H341 ou H351) [constat confidentiel] La société n'est pas concernée par ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déclaration GERE / validité des données dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Air (Emissions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...).</p> <p>Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>
<p>Constats : Pour les rejets atmosphériques, l'exploitant déclare les émissions fugitives et les rejets de la torche.</p> <p>Pour la torche, l'exploitant indique avoir utilisé des données techniques du fournisseur (rendement de 98,5%) et les données mesurant les quantités de gaz envoyées à la torche.</p> <p>L'exploitant déclare dans le rejet de la torche les rejets canalisés de COV du site.</p> <p>Les émissions canalisées de poussières déclarées tiennent compte des données issues de l'autosurveillance et des contrôles inopinés (2 mesures de la concentrations pour 2021).</p> <p>Pour les émissions fugitives, l'exploitant organise une campagne annuelle qui porte sur 20 % des points (avec 100 % des points vus sur 5 ans) conformément aux dispositions de l'article 8.2.1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 05 février 2021.</p> <p>100 % des points ont été vus avant l'arrêt et toutes les fuites ont été intégrées au programme des travaux qui auront lieu durant l'arrêt de 2022 (en même temps que celui de Versalis).</p> <p>Les fuites identifiées sont intégrées dans la GMAO (le programme d'actions transmis prévoit l'intervention sur les 30 fuites résiduelles, l'exploitant indique que tout sera fait durant le grand arrêt 2022).</p> <p>A chaque arrêt technique, l'exploitant regarde s'il a la possibilité d'intervenir sur certaines fuites.</p> <p>Vu le rapport « Campagne de mesures et de réductions des émissions fugitives de COV » établi par Bureau Veritas (rapport n°10536222-1-1 rev 0 daté du 30/04/2021) qui présente les résultats des mesures effectuées en 2021. Les émissions fugitives s'élèvent à 65 t/an pour l'année 2021. (pour l'estimation des émissions de l'ensemble du site, le rapport tient compte des données des années antérieures pour les points non mesurés en 2021).</p> <p>La campagne de mesure 2022 aura lieu après le grand arrêt de Versalis.</p> <p>Les 30 points de fuites identifiés lors de la campagne 2021 seront revérifiés lors de la mesure 2022.</p>
<p>Observations : observation 1 : l'exploitant veillera dans la déclaration GERE de 2023 (émissions 2022) à déclarer les émissions canalisées et les émissions de la torche de façon distincte. Les émissions canalisées doivent être déclarées avec les émissions par mesure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Déclaration GERE / émissions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : - les émissions chroniques et accidentelles (...)
Constats : La déclaration GERE ne comporte pas d'émissions accidentelles. L'inspection n'a pas eu connaissance d'accidents sur le site Polychim en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Déclaration GERE / respect des VLE annuelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, articles 3.2.1 et 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air (valeur limite d'émissions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.2.1. COV L'exploitant prend toute disposition afin de limiter les émissions canalisées et diffuses de COV à un niveau aussi bas que possible et en tous les cas inférieur à 100 t/an soit 380 mg/t de polypropylène produit. Article 3.2.2. Poussières L'exploitant prend toute disposition afin de limiter les émissions canalisées et diffuses de poussières à un niveau aussi bas que possible. Pour les poussières de polypropylène, les émissions doivent être inférieures à 2,9 t/an soit 11 g/t de polypropylène produit.
Constats : Pour les émissions de COV (article 3.2.1 de l'AP du 05/02/2021) La valeur de 100 t de COV par an est respectée : 74,2 tonnes déclarées (65 tonnes d'émissions fugitives et environ 9 t à la torche) Le flux spécifique est de 409 g de COV par tonne de PP (le flux spécifique mesuré en 2020 était de 272 g de COV par t de PP) L'article 3.2.1. de l'AP prévoit aussi un flux spécifique de 380 mg de COV par tonne de PP qui est une erreur il conviendrait d'avoir une valeur de 380 g de COV par t de PP. Pour les émissions de poussières (article 3.2.2 de l'AP du 05/02/2021) La valeur de 2.9 t/an est respectée : 99 kg déclarés Le flux spécifique de 11 g de poussière par tonne de PP fabriquée est également respecté (le flux spécifique mesuré en poussière est inférieur à 1 g de poussière par tonne de PP produite)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Déclaration GEREP / évolutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air et eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 8.2 , notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.
Constats : L'autosurveillance est réalisée : - par une campagne annuelle sur les émissions fugitives - par une campagne annuelle sur les émissions canalisées L'inspection fait réaliser chaque année une campagne de contrôle inopiné sur les rejets canalisés (le rapport relatif à la campagne réalisée les 23 et 24 avril 2022 n'a pas mis en évidence de dépassement des VLE).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet